

AP n° 2024-APC-230-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**Établissement VEUVE CLICQUOT PONSARDIN à SAINT-LÉONARD,**  
**- installations de préparation et conditionnement de vins**  
**- installations, ouvrages, travaux et activités « Loi sur l'eau »**

**SOCIÉTÉ MHCS**  
**ZAC de SAINT-LÉONARD**  
**51500 SAINT-LÉONARD**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 pour ce qui concerne les installations classées pour la protection de l'environnement et L.181-1 à L.181-4, L.181-14, L.211-1, L.214-4 à L.214-6, L.214-8 et R.214-1 à R.214-56 pour ce qui concerne la loi sur l'eau ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2016-E-70-IC en date du 21 avril 2016 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 40-2016-LE portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement en date du 1er août 2016 ;  
**Vu** la demande de modification du projet COMETE de la société MHCS pour son site Veuve Clicquot Ponsardin (VCP) déposé le 14 mars 2023, complétée par courrier électronique en date du 21 novembre 2023 ;  
**Vu** l'avis consultatif de l'Unité Politique de l'eau du Service environnement de la Direction départementale des territoires de la Marne en date du 20 septembre 2023 ;  
**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 7 octobre 2024 ;  
**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 28 octobre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;  
**Vu** l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

**Considérant** que la demande de modifications justifie du respect des prescriptions générales susvisées et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications projetées ne modifient pas la nature des installations et les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du site ;

**Considérant** que les modifications projetées ne remettent pas en cause les effets, les mesures et les conclusions du dossier de demande d'enregistrement initiale de 2015 ;

**Considérant** que le redimensionnement des bassins d'infiltration est plus grand que pour le dossier initial de demande d'enregistrement ;

**Considérant** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**Considérant** que la demande de modification du projet COMETE est considérée notable mais non substantielle ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2016-E-70-IC et n° 40-2016-LE.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **Article 1.1.1 : EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société MHCS (Etablissement VEUVE CLICQUOT PONSARDIN) dont le siège social est situé 9 avenue de Champagne – 51200 EPERNAY, faisant l'objet de la demande susvisée du 10 mars 2023, sont modifiées comme suit :

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINT-LÉONARD, à l'adresse : ZAC de SAINT-LÉONARD – 51500 SAINT-LÉONARD. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2016-E-70-IC en date du 21 avril 2016 sont abrogées, à l'exception de l'article 1.1.1.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 40-2016-LE portant autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement en date du 1 août 2016 sont abrogées, à l'exception du paragraphe 1 de l'article 1.

#### **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

##### **Article 1.2.1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES – ICPE**

Rubrique	Intitulé	Régime	Quantité /unité
2251-1	Préparation, conditionnement de vins La capacité de production étant supérieure à 20 000 hl/an	E	<b>210 000 hl/an</b>  Vinification : 172 675 hl - Cuverie 1 : 120 265 hl - Cuverie vin rouge : 3 100 hl - Cuverie 2 : 49 310 hl Pressurage vin rouge : 1 500 hl Tirage : 210 000 hl Dégorgement : 198 750 hl

2910-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	DC	<b>8,44 MW</b>  2 chaufferies (LT1 et LT2) contenant chacune 2 chaudières gaz de 2 000 kW Un groupe électrogène (LT5) fioul de 440 kW
4735-1.b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	XX*	<b>XX t*</b>

E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôle périodique

\* Informations communicables sur demande écrite à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service environnement – Unité procédures Environnementale – 40, boulevard Anatole France – 51037 Châlons-en-Champagne cedex.

#### ARTICLE 1.2.2. LISTE DES ACTIVITÉS, INSTALLATIONS ET USAGES DE L'EAU - IOTA

La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernée par le site est définie ci-dessous :

RUBRIQUE	INTITULÉ	RÉGIME
<b>2.1.5.0.</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A)	<b>Autorisation (44,12 ha)</b>
<b>3.2.3.0.</b>	Plans d'eau, permanents ou non : 1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	<b>Déclaration (2,73 ha)</b>

#### Article 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Parcelle
SAINT-LÉONARD	ZAC Saint Léonard	Section W, parcelles 1, 2, 3, 8, 9, 10 et 11
		Total de <b>441 200 m<sup>2</sup></b>

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2. du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 1.2.4. GESTION DES EAUX PLUVIALES ET CARACTÉRISTIQUES DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

Le projet comprend les surfaces de voiries et bâtiments suivantes :

Types de surfaces	Dimensions
Surface totale de la parcelle	44,12 ha
Bâtiments	3,84 ha
Voiries	5,92 ha
Espaces verts	31,77 ha
Bassins d'infiltration	1,92 ha
Bassins rétention-incendie	0,75 ha

Les eaux pluviales sont gérées par des bassins d'infiltration.

La parcelle est découpée en 3 zones correspondant aux 3 bassins versants pour lesquels 3 bassins d'infiltration sont mis en place (1 par bassin versant).

Le principe de gestion des eaux pluviales est le suivant :

- collecte des eaux pluviales de voiries et de bâtiments dans les mêmes collecteurs ;
- acheminement vers des bassins d'infiltration ;
- traitement des hydrocarbures par phytoremédiation dans les 3 bassins d'infiltration (à ciel ouvert).

Les bassins d'infiltration sont dimensionnés pour contenir les volumes d'eau suivants :

	Surface du bassin (m <sup>2</sup> )	Volume utile, hors zone phytoremédiation (m <sup>3</sup> )	Volume réel de stockage avant débordement (m <sup>3</sup> )
Bassin d'infiltration A	1546	2100	9140
Bassin d'infiltration B	7173	4853	26771
Bassin d'infiltration C	4760	3180	8640

Les bassins A, B et C sont équipés de phytoremédiation.

Les volumes utiles des bassins A et C permettent de retenir la pluie centennale.

Le volume réel de stockage avant débordement du bassin B permet de retenir la pluie centennale.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER**

#### Article 1.3.1. CONFORMITÉ AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS

##### **Volet ICPE :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 3 décembre 2015 modifié par le porter à connaissance déposé le 14 mars 2023 et complété le 21 novembre 2023.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

## **Volet IOTA (loi sur l'eau) :**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, complété par le porter à connaissance déposé le 14 mars 2023, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa résiliation à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

#### **Article 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

### **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

#### **Article 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES – VOLET ICPE**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 25 juillet 1997, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales du 19 novembre 2009, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 1.5.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES – VOLET IOTA (LOI SUR L'EAU)**

##### **article 1.5.2.1 mesures de surveillance et d'autosurveillance**

Des puisards sont réalisés au fond des bassins de phytoremédiation A, B et C pour permettre le prélèvement d'échantillons en vue du suivi des rejets. Une mesure annuelle est réalisée en sortie de chacun de ces ouvrages avant infiltration sur les paramètres suivants : DBO5, DCO, COT, MES, toutes les formes de l'azote, hydrocarbures totaux, HAP, bore, cadmium, chrome, mercure, nickel, plomb, chlorures et sulfates.

L'ensemble des résultats des mesures de qualité des rejets aqueux sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère (GIDAF) dans le mois qui suit la réception des résultats.

#### article 1.5.2.2 prescriptions en phase travaux

Les précautions habituelles sont prises lors des phases travaux :

- assainissement du chantier ;
- aires spécifiques pour le stationnement et l'entretien des engins de travaux ;
- dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huiles et matières dangereuses ;
- nettoyage régulier des engins ;
- consignation des mesures de protection spécifiques au chantier dans le dossier de consultation des entreprises.

#### article 1.5.2.3 surveillance, entretien des ouvrages et moyens d'intervention en cas d'accident

##### a) Surveillance et entretien des ouvrages

Les diverses opérations de contrôle sont à la charge du maître d'ouvrage.

Une surveillance visuelle des bassins est réalisée afin de détecter d'éventuelles zones de colmatage avec réduction de l'infiltration au moment des pluies.

L'entretien des bassins de phytoremédiation est le suivant :

- 1 fois par an : fauchage à 30 cm de hauteur à l'automne (faucardage) et retrait des roseaux fauchés au printemps ;
- tous les 5 ans : éclaircissement des roseaux. Les rhizomes doivent être broyés avant épandage en saison sèche pour éviter leur prolifération.

Un changement de la couche superficielle de graviers est réalisé dès que les capacités des bassins sont réduites et au plus tard 15 ans après leur mise en service.

Les matières en suspension sont alors évacuées conformément à la réglementation.

Le tableau ci-dessous synthétise l'ensemble des opérations à effectuer :

Installation	Opération	Fréquence minimum
Dispositifs de collecte et de rétention	Visite de contrôle	Après chaque orage ou averse importante
		1 fois par mois
Phytoremédiation	Fauchage	1 fois par an

Ces opérations sont consignées dans un registre que le maître d'ouvrage tient à disposition des services de contrôle.

##### b) Mesures pour la gestion des eaux usées du site et d'une pollution accidentelle

Les effluents industriels sont traités par une station de neutralisation avant rejet dans le réseau d'assainissement de la Communauté urbaine du Grand Reims selon les modalités de l'autorisation de rejet qui sera transmise à l'inspection des installations classées.

La cuverie dispose d'un dispositif de rétention.



Les aires de dépotage des citernes sont raccordées au réseau des eaux usées industrielles lors des opérations de dépotage. Une vanne d'arrêt d'urgence est placée sur le réseau en cas de déversement accidentel lors de l'opération de dépotage. Une rétention déportée permet de recueillir le volume d'une citerne.

L'aire de rinçage des citernes est raccordée au réseau des eaux usées industrielles lors des opérations de rinçage des citernes. En dehors de ces opérations, cette aire est raccordée aux eaux pluviales.

L'ensemble des stockages de produits pouvant engendrer une pollution (produits œnologiques, glycol, fuel etc.) est stocké sur rétention dans les locaux eux-mêmes étanches au sol.

Les aires de stockage des déchets sont recouvertes.

L'ensemble des eaux de voiries, après pollution accidentelle, est collecté par le réseau des eaux pluviales vers les bassins d'infiltration.

En cas de pollution accidentelle, une vanne de barrage, située sur le réseau des eaux pluviales en amont des bassins, permet d'orienter le réseau de collecte vers les bassins rétention-incendie.

## **TITRE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 2.1. CARACTÈRE DE L'AUTORISATION – VOLET IOTA**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Conformément à l'article R.214-45 du Code de l'environnement, si le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que la société MHCS, le ou les nouveaux bénéficiaires en fait la déclaration au Préfet dans les 3 mois qui suivent la prise de travaux, des aménagements ou le début de l'exercice de l'activité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but général, notamment d'un point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences de salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des dispositions concédées par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité. Toutefois, si ces modifications venaient à changer substantiellement les conditions de l'autorisation (notamment le changement de milieu récepteur des eaux pluviales ou des besoins en prélèvement supplémentaire dans la nappe phréatique), elles ne pourraient être décidées qu'après accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation est retirée à l'initiative de l'administration, en cas d'inexécution des prescriptions du présent arrêté. Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## **ARTICLE 2.2. DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, l'exploitant devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

L'exploitant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient les conséquences de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## **ARTICLE 2.3. ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

Les agents de la police de l'eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux de l'inspection des installations classées ont accès libre aux installations, ouvrages ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

# **TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

## **ARTICLE 3.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° - par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux,



prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

### **ARTICLE 3.2. DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 3.3. EXÉCUTION ET DIFFUSION**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le maire de Saint-Léonard qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société MHCS, établissement Veuve Clicquot Ponsardin, dont le siège social est situé 9 avenue de Champagne – 51200 EPERNAY.

Monsieur le Maire de Saint-Léonard procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **28 NOV. 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général**

**Raymond YEDDOU**

